

QUEL MONDE APRÈS LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES ?

Jeudi 26 septembre, 16h30 -18h, Salle Nacre



Gilles Paris, Xavier Chemisseur, Isabelle Lebon et Martin Quencez

En 2024, pas moins d'un quart de l'humanité s'est rendu aux urnes, de quoi bouleverser l'ordre du monde, dans le pire comme dans le meilleur. En première ligne, le scrutin américain du 5 novembre pour désigner celui ou celle qui siègera à la Maison Blanche pour quatre ans, mais aussi pour élire les membres de la Chambre des représentants, renouvelée en totalité, un tiers du Sénat ainsi qu'un certain nombre de gouverneurs. Des élections décisives donc, qui vont définir la ligne politique de la première puissance mondiale sur des conflits majeurs comme la guerre en Ukraine ou à Gaza, ou sur des enjeux ayant des répercussions sur l'ensemble du globe tel que le numérique et les échanges commerciaux.

L'indice Normandie, qui mesure le niveau de menace à la paix, la sécurité et la démocratie dans le monde, classe les États-Unis 90^e sur 138 au rang des pays les plus à risque de conflits. « Un chiffre assez élevé » comme le soulève Gilles Paris. Deux explications à cela : d'abord, l'implication des États-Unis dans de nombreuses régions du monde, la profonde division du pays entre le camp républicain porté par un revenant, Donald Trump et le camp dé-

mocrate rangé derrière une candidate de dernière minute, Kamala Harris. Face à ce niveau de menace, cette dernière s'inscrit-elle dans la continuité de son prédécesseur Joe Biden ou dans la rupture ? « Dans la continuité », répond Xavier Chemisseur, rédacteur en chef de France 24, même s'il remarque que « l'idée de la solution à deux états en Israël peut être considérée comme un changement réel, car jusqu'ici la diplomatie américaine refusait de l'évoquer. » Selon lui, Kamala Harris exprimerait désormais des idées partagées par le camp démocrate mais qui n'étaient pas mises sur le devant de la scène jusqu'à maintenant.

Martin Quencez, directeur du German Marshall Fund of the United States, est aussi de cet avis. Toutefois, la politique de statu quo des États-Unis menée par Joe Biden a ses limites. Il faudra désormais, selon lui, faire bouger davantage les choses. « Les démocrates n'ont pas de vision sur une victoire de l'Ukraine ni pour résoudre le conflit israélo-palestinien » explique-t-il, là où le camp républicain, sur la question des échanges commerciaux avec la Chine, est plus affirmé : « On voit une

position républicaine qui dit « nous avons une compétition avec la Chine, nous allons la gagner », et les démocrates disent « on va la gérer ». Vaincre ou contenir serait ainsi, selon lui, les deux axes majeurs qui opposent démocrates et républicains. Mais au-delà des effets d'annonce, comment Donald Trump souhaite-t-il affaiblir

« Si la France imposait des droits de douane sur un produit étranger, cela ne changerait rien aux prix du marché mondial »

Isabelle Lebon

les exportations chinoises, sachant que les États-Unis enregistrent un déficit de 400 milliards de dollars avec la Chine. « C'est colossal, ajoute Isabelle Lebon, universitaire et économiste. Il souhaite imposer des droits de douane massifs, y compris sur ses alliés. » Selon elle, Donald Trump pourrait par exemple décider de taxer les produits importés des pays alliés à hauteur de 10% de leur valeur, contre 60 % pour les produits provenant de Chine, en espérant ainsi la soumettre économiquement. « Pour lui, si c'est rentable d'avoir une situation plus conflictuelle avec ce pays, il l'aura. »



Isabelle Lebon

© Julien Hélie

ANIMATION

Gilles Paris, Journaliste au Monde, écrivain

INTERVENANTS

Xavier Chemisseur, Rédacteur en chef de France 24

Isabelle Lebon, Professeur en sciences économiques à l'Université de Caen

Martin Quencez, Directeur Général Risques géopolitiques et Stratégie, German Marshall Fund des États-Unis (GMF)

Isabelle Lebon estime par ailleurs que les États-Unis sont le seul pays, avec la Chine, à pouvoir se permettre d'infliger des droits de douane partout, payés par les consommateurs américains. Ailleurs, « cela ne peut pas marcher. Si la France imposait des droits de douane sur un produit étranger, cela ne changerait rien aux prix du marché mondial. Il faut un pays de la taille des États-Unis pour que cela puisse créer une distorsion des prix. Concernant la Chine, qui va avoir des stocks massifs à écouler, elle sera obligée de se retourner vers d'autres marchés dont l'Europe qui finira aussi par se protéger elle-même face à l'afflux d'un surplus de marchandise. Et là, on sera obligé de remettre en cause trente ans de règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). »

Sur ces enjeux géopolitiques avec la Chine, l'Europe était déjà en désaccord avec Joe Biden qui a, de plus, « envoyé aux européens des signaux qu'ils voulaient entendre notamment sur la sécurité assurée par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), jusqu'à les endormir et les agacer ». Mais l'Europe est loin de se réjouir d'une possible élection de Trump, qui, sur ce point, n'avait pas hésité à remettre l'existence de l'OTAN en question lors de son premier mandat, avec pour effet collatéral la résurrection de l'idée d'une défense européenne.

Xavier Chemisseur explique qu'il y a une « stratégie invisible de ventes d'armement des américains, qui vendent des chars et des armes aux pays européens quand ceux-là envoient les leurs à l'Ukraine. La diplomatie, française notamment, a vu

« Les États-Unis ne peuvent plus forcer des acteurs à agir selon des intérêts globaux contre leur gré »

Martin Quencez

cela d'un très mauvais œil de se poser en concurrence d'une armée et d'un armement européen ». Le seul gouvernement très favorable à Donald Trump en Europe serait celui de Viktor Orbán en Hongrie, très aligné avec ce dernier. L'Europe serait-elle prête à réagir fermement face à cela, comme elle l'a fait en votant massivement pour l'armement de l'Ukraine malgré l'opposition de Viktor Orbán ? « Il y a un espoir que la peur de Donald Trump fasse s'unir l'Europe, mais lui aura tendance à préférer des 'deals' unilatéraux avec chaque pays individuellement plutôt qu'avec l'Europe. Diviser pour mieux régner. Il obtient beaucoup plus comme ça. Ça sera très difficile de nous mettre d'accord entre nous » explique Martin Quencez, qui imagine un scénario probable où Donald Trump, une fois à la Maison Blanche, passerait un accord avec la Russie et reconnaîtrait la souveraineté du pays sur les territoires conquis en Ukraine. Un accord qui serait inacceptable pour l'Ukraine et tous les européens opposés à cette annexion. « Si Donald Trump les menace par la suite que s'ils ne signent pas, il ne se rendra pas au prochain sommet de l'OTAN et fera une déclaration en disant que les soldats américains n'ont pas à mourir pour sauver la Suède ou le Danemark, les européens vont vite comprendre qu'il va falloir choisir entre les garanties



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

de la sécurité américaine et la souveraineté de l'Ukraine. »

Si d'un côté, le camp démocrate a affiché ses faiblesses dans le statu quo sur la gestion des conflits actuels, le camp républicain, phagocyté par l'imprévisibilité de Donald Trump, devrait agir selon les priorités et l'instinct de son candidat. Alors, que peut-il émerger de tout cela, en cas de victoire de l'un ou de l'autre camp ? Pour Martin Quencez, le désordre précède toujours le nouvel ordre. « Il y a une ère qui prend fin, celle où les États-Unis pouvaient forcer des acteurs à agir selon des intérêts globaux contre leur gré. Cette période de transition, fragile, va prendre de nombreuses années » conclut-il, au détriment des Européens. Deux options possibles : la première, celle d'un nouvel axe opposant



Martin Quencez

les États-Unis et la Chine, avec des alliés qui gravitent dans chaque camp. Ou alors, aucun pôle de puissance ne se dégagera, « avec beaucoup de pays qui jouent leurs partitions et sont devenus puissants, comme l'Inde, le Brésil ou l'Indonésie, et qui pourront agir comme ils le souhaitent. » Finalement, et si c'était eux, ces nouvelles puissances étatiques, les grands gagnants de cette transition ?